



Conseil économique et social

Distr. générale
12 novembre 2007
Français
Original : anglais/français

**Comité chargé des organisations
non gouvernementales**
Session ordinaire de 2008
21-30 janvier 2008

**Rapports quadriennaux pour la période 2003-2006
des organisations non gouvernementales dotées
du statut consultatif auprès du Conseil économique
et social, présentés par l'intermédiaire du Secrétaire
général en application de la résolution 1996/31
du Conseil***

Note du Secrétaire général

Table des matières

	<i>Page</i>
1. Global Volunteers	2
2. Association internationale des villes messagères de la paix	7
3. Fédération internationale des associations d'étudiants en médecine.....	10
4. Institut international des sciences administratives	13
5. Fondation Sommet mondial des femmes	16

* Les rapports présentés par les organisations non gouvernementales ne sont pas revus par les services d'édition.



1. Global Volunteers

(Statut consultatif spécial depuis 1999)

Première partie

Introduction

- i) Global Volunteers défend les idéaux des Nations Unies, promeut les objectifs du Millénaire pour le développement et entend contribuer à l'édification d'un monde de paix par la voie de la concorde entre tous les pays, en sachant que l'absence de guerre n'est pas la paix et que la paix sans justice n'est pas vraiment la paix. Nous nous sommes donné pour but d'encourager et d'aider des volontaires à aller travailler partout dans le monde au plus près des populations locales afin d'apprendre à les connaître et à se former à leur contact. Nous voulons atteindre cet objectif et accomplir notre mission en proposant notre aide dans le cadre de projets de développement humain et économique durable choisis par les communautés elles-mêmes et en aidant les gens à conquérir leur autonomie sociale et économique. Global Volunteers n'intervient que là où les populations locales le lui demandent. Son action couvre quatre grands domaines, tous articulés autour des enfants et des objectifs du Millénaire pour le développement : 1) cours de conversation anglaise, aussi bien pour les élèves du primaire que pour les étudiants; 2) aide aux enfants en grande difficulté placés dans les établissements pour enfants en situation d'échec et dans les orphelinats; 3) participation à la construction et à l'entretien d'équipements collectifs – écoles, orphelinats, centres communautaires et dispensaires; 4) formation sanitaire des auxiliaires médicaux ruraux et services de soins pour les enfants et leurs parents.

Global Volunteers n'intervient qu'en concertation avec les organisations locales et nationales des pays hôtes et avec ses partenaires de la société civile, dont des organisations non gouvernementales (ONG), des ministères, des responsables communautaires, des maires et conseillers municipaux, des organisations religieuses, des universités, des établissements de soins, des chefs des réserves amérindiennes, et seulement à leur invitation. En travaillant main dans la main avec ces interlocuteurs, les volontaires réalisent que les différences entre les êtres humains – en termes de religion, d'appartenance raciale ou ethnique, de couleur de peau, de langue, de culture et de régime politique et économique – sont infiniment moins grandes que leurs ressemblances. Cette découverte crée souvent de solides liens d'amitié entre les volontaires et les populations locales. C'est là l'essence du travail de Global Volunteers, car l'amitié est le fondement de la paix et de la justice dans le monde. C'est ce que nous appelons « gagner la paix de proche en proche ».

- ii) Le nombre de bénévoles ayant rejoint Global Volunteers a augmenté de près de 50 % au cours de la période considérée par rapport à la période quadriennale précédente, et nos recettes annuelles ont augmenté de 40 % par rapport au dernier exercice couvert par le dernier rapport quadriennal. Global Volunteers a dépêché près de 7 000 volontaires pour de courtes missions au sein de projets de développement à long terme mis en œuvre dans 125 communautés et 33 pays. Ses activités se sont intensifiées en Australie, au Brésil, en Hongrie et au Pérou. Elles ont été suspendues en Espagne, en Ukraine et au Viet Nam. Elles se poursuivent dans les pays suivants : Chine, Costa Rica, Équateur, États-Unis, Ghana, Grèce, Îles Cook, Inde, Irlande, Italie, Jamaïque, Mexique, Pologne, Roumanie et République-

Unie de Tanzanie. Le conseil exécutif de Global Volunteers a décidé que l'organisation participerait davantage aux programmes et activités de l'ONU. C'est la raison pour laquelle le budget de l'exercice 2007 compte une rubrique supplémentaire qui permettra de mieux financer la participation de représentants de Global Volunteers aux activités de l'ONU.

Partie II

Contribution de Global Volunteers aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

i) Participation aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires et aux grandes conférences et autres réunions organisées sous l'égide des Nations Unies

Cinquante-septième conférence annuelle du Département de l'information (DPI)/organisations non gouvernementales (ONG) New York, 8-10 septembre 2004

Cinquante-huitième conférence annuelle DI/ONG, New York, 7-9 septembre 2005

Cinquante-neuvième conférence annuelle DPI/ONG, New York, 6-8 septembre 2006

Assemblée générale des Nations Unies et Forum des relations avec les organisations non gouvernementales, New York, 21 novembre 2006

Le trésorier de Global Volunteers a par ailleurs rencontré à New York le 16 novembre le Conseiller spécial du Président de l'Assemblée générale pour les relations avec les ONG afin d'évoquer la participation plus étroite de Global Volunteers aux travaux de l'ONU.

Participation à d'autres réunions

Conférence des ONG, réunion du comité de l'éducation, New York, 19 mai 2006

Conférence des ONG, réunion du Comité de l'éducation, New York, 9 novembre 2006

ii) Coopération avec les programmes, organismes et institutions spécialisées des Nations Unies, sur le terrain et au Siège

Le 26 avril 2006, Global Volunteers a adressé au Directeur de l'UNICEF (Fonds des Nations Unies pour l'enfance) à New York une lettre demandant l'octroi du statut consultatif. Le 14 août 2006, son trésorier a rencontré à New York le Directeur de l'UNICEF, qui a confirmé la réception de la demande, a demandé des précisions sur les intentions de l'organisation et a indiqué qu'une décision serait prise dans les mois à venir. Le trésorier a téléphoné à plusieurs reprises par la suite et est allé voir l'assistant du Directeur de l'UNICEF pour obtenir une réponse finale sur notre dossier. Nous n'avons pas de précisions quant à la raison pour laquelle notre requête reste sans suite à ce jour.

iii) Initiatives prises par Global Volunteers à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

Global Volunteers a contribué à l'action en faveur des objectifs du Millénaire pour le développement dans les régions suivantes : Amérique centrale, Amérique du Sud, Amérique du Nord, Europe, Afrique et Asie-Pacifique, comme le montrent les exemples ci-après :

**Objectif 1
Éliminer l'extrême pauvreté et la faim**

Cible 2

Diviser par deux la proportion de la population qui souffre de la faim

- Enfants alimentés ou suivis sur le plan nutritionnel : 1 055
- Mères familiarisées avec les principes de la bonne nutrition : 500
- Valeur des aliments fournis : 193 000 dollars

**Objectif 2
Assurer l'éducation primaire pour tous**

Cible 3

Donner à tous les enfants, garçons et filles, partout dans le monde, les moyens d'achever un cycle complet d'études primaires

- Salles de classe construites ou rénovées : 151
- Maîtres formés (conversation anglaise) : 904
- Manuels scolaires fournis : 10 470
- Dortoirs construits ou rénovés : 31
- Lits fournis : 475
- Pupitres fournis : 292
- Élèves ayant suivi les cours de conversation anglaise des volontaires : 118 000
- Élèves ayant suivi les cours de mathématiques et de sciences des volontaires : 36 000

**Objectif 4
Réduire la mortalité infantile**

Cible 5

Réduire des deux tiers le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans

- Examens pédiatriques : 1 450
- Enfants vaccinés : 2 680
- Matériel médical fourni : médicaments, sphygmomanomètres, thermomètres, matériel d'analyse hématologique, pèse-bébés, humidificateurs, télescopes, stéthoscopes, seringues, manuels de médecine
- Salaires d'assistantes maternelles supplémentaires : 7

- Volontaires prodiguant des soins pédiatriques : 1 354
- Nombre d'enfants soignés par les volontaires : 3 902
- Nombre de journées de soins pédiatriques assurées : 12 675
- Habitations construites ou rénovées, dont logements pour les enseignants : 73
- Nombre de cuisinières améliorées fournies : 4

Objectif 5

Améliorer la santé maternelle

Cible 6

Réduire des trois quarts le taux de mortalité maternelle

- Femmes enceintes ayant bénéficié de soins prénatals : 1 672

Objectif 6

Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies

Cible 7

Avoir stoppé la propagation du VIH/sida et avoir commencé à inverser la tendance actuelle

- Programme d'éducation sanitaire (nombre total de bénéficiaires) : 2 586

Cible 8

Avoir maîtrisé le paludisme et d'autres grandes maladies et avoir commencé à inverser la tendance actuelle

- Programme d'éducation sanitaire (nombre total de bénéficiaires) : 2 586
- Soins de médecine générale (nombre total de bénéficiaires) : 3 045
- Nombre de documents de premiers soins distribués aux auxiliaires médicaux ruraux : 26
- Nombre de vaccinations : 686
- Nombre de traitements antipaludéens : 3 200
- Nombre de moustiquaires distribuées : 320

Objectif 7

Assurer un environnement durable

Cible 9

Intégrer les principes du développement durable dans les politiques nationales et les programmes, inverser la tendance actuelle à la déperdition des ressources environnementales

- Élimination des plantes invasives : 80 hectares en Australie
- Taux d'utilisation de matériaux de construction locaux : 100 % au Costa Rica, en République-Unie de Tanzanie, au Ghana et en Chine

Cible 10

Réduire de moitié le pourcentage de la population qui n'a pas accès de façon durable à un approvisionnement en eau potable

- Pose de canalisations d'eau potable dans les villages : 2 au Costa Rica, 1 en Inde et 1 en Chine
- Services sanitaires scolaires dans les villages : 3 au Costa Rica et 1 en Chine

Cible 11

Réussir à améliorer sensiblement la vie d'au moins 100 millions d'habitants de taudis

- Nombre d'enfants aidés : 1 285 au Brésil, en Chine, en Équateur, en Inde et au Pérou

2. Association internationale des villes messagères de la paix

(Statut consultatif spécial depuis 1995)

Introduction

L'Assemblée générale des Nations Unies a décerné le titre de Villes messagères de la paix à 62 villes dont les édiles encourageaient activement les initiatives en faveur de la paix. L'Association internationale des villes messagères de la paix, dont la création a été encouragée par le Secrétaire général d'alors, Perez de Cuellar, est née de cette décision. Elle regroupe aujourd'hui 100 villes des cinq continents. Moyennant l'accord du Cabinet du Secrétaire général, elle peut accepter de nouveaux membres sur la base des critères d'adhésion initiaux : appui à la Charte des Nations Unies et organisation d'activités en faveur de la paix au sein de la cité.

L'Association encourage les villes à organiser des festivités dans les écoles et les quartiers à l'occasion de la Journée internationale de la paix, de la Journée des Nations Unies et de la célébration de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Elle figure parmi les collaborateurs initiaux du programme Culture pour la paix de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, les sciences et la culture, auquel de nombreuses villes continuent de participer.

L'Association des villes messagères de la paix collabore avec d'autres organisations internationales, notamment Abolition 2000, le réseau des maires pour la paix, Villes et localités jumelées, dans le cadre de leurs activités avec l'ONU, et poursuit sa collaboration avec la campagne pour l'interdiction des mines terrestres, qu'elle a contribué à lancer.

Contribution de l'Association aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

À chacune de ses assemblées générales annuelles, l'Association invite un haut fonctionnaire de l'ONU à prononcer une allocution sur le thème choisi pour l'année – droits de l'homme, développement durable, droits de l'enfant, désarmement. En règle générale, le Secrétaire général envoie un message vidéo ou écrit pour la séance d'ouverture de l'Assemblée générale.

2003

Participation à la cinquante-sixième conférence annuelle DPI/ONG intitulée « Sécurité et dignité humaines : tenir la promesse des Nations Unies », New York, Siège de l'ONU, 8-10 septembre 2003

Organisation d'une conférence de presse au Siège de l'ONU sur le thème « Application de la Charte des Nations Unies et droit international », 10 septembre 2003

Organisation et présidence de la réunion des ONG sur le thème : « Unis pour la paix; application de la Charte des Nations Unies et droit international », New York, Church Plaza, 10 septembre 2003

Participation à la cinquante-neuvième session du Comité des droits de l'homme, Genève, 17 mars-25 avril 2003

Collaboration avec la ville membre de Slovenj-Gradec (Slovénie), dans le cadre du concours de dessins d'enfant 2003 organisé par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

2003

Organisation de la réunion sur la réforme de l'Organisation des Nations Unies; New Haven, Connecticut; Alfred L. Marder, Président de l'Association internationale des villes messagères de la paix, 10 novembre 2003

2004

Participation à la cinquante-septième conférence DPI/ONG intitulée « Objectifs du Millénaire pour le développement : la société civile agit » New York, Siège de l'ONU, 8-10 septembre 2004.

Organisation de l'Assemblée générale de l'Association internationale des villes messagères de la paix, discours liminaire prononcé par James O. C. Jonah, ancien Secrétaire général adjoint aux affaires politiques du Secrétariat de l'ONU, sur le thème « L'ONU et la paix mondiale »; New Haven, Connecticut, 10 septembre 2003

Organisation de la réunion intitulée « L'ONU aujourd'hui et demain », avec la participation de Abiodun Williams, Chef du Groupe de planification stratégique du Cabinet du Secrétaire général de l'ONU, New York, Siège de l'ONU, 11 septembre 2004

Organisation de la réunion intitulée « Où en est le désarmement? » avec la participation de Randy Rydell, spécialiste des questions politiques et Secrétaire général adjoint aux affaires de désarmement, Département des affaires de désarmement, New York, Siège de l'ONU, 11 septembre 2004

Participation aux réunions préparatoires de l'Assemblée générale relatives au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, New York, Siège de l'ONU, 2-27 mai 2004

2005

Participation à la cinquante-huitième conférence annuelle DPI/ONG intitulée « Notre défi : des voix pour la paix, la conclusion de partenariats et le renouveau », New York, Siège de l'ONU, 8 septembre 2005

Organisation de la réunion intitulée « La diversité culturelle à l'heure de la mondialisation »; Wojciek Falkach; Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Varsovie, hôtel de ville, 12 mars 2005

Participation à la Conférence d'examen du Traité de non-prolifération des armes nucléaires, communication à l'Assemblée générale sur le thème « Les villes et l'interdiction des armes nucléaires »; Alfred L. Marder, Président de l'Association internationale des villes messagères de la paix, New York, Siège de l'ONU, 3 mai 2005

Organisation de la tournée aux États-Unis de C. G. Weeramantry, Vice-Président de la Cour internationale de Justice de La Haye; « Armageddon or Brave New World: Abolition of Nuclear Weapons », mai 2005

Participation à la conférence intitulée « Les villes, le désarmement et les objectifs du Millénaire »; Alfred L. Marder, Président de l'Association internationale des villes messagères de la paix; Hiroshima, Centre de conférences, 7 août 2005

Organisation de l'Assemblée générale de l'Association internationale des villes messagères de la paix consacrée au thème « Quelles menaces sur la paix mondiale? », Slovenj Gradec (Slovénie), 10 septembre 2005

2006

Participation à la cinquante-neuvième conférence annuelle DPI/ONG, New York, Siège de l'ONU, 5 septembre 2006

Organisation de l'Assemblée générale de l'Association internationale des villes messagères de la paix en marge d'Habitat III et du Forum mondial pour la paix, sur le thème intitulé « Les villes et leur rôle au service de la paix », Vancouver (Canada), 21 juin 2006

Participation à la conférence des villes jumelées consacrée au thème intitulé « Les objectifs du Millénaire pour le développement et le désarmement »; Alfred L. Marder, Président de l'Association internationale des villes messagères de la paix, Pérouse (Italie), 24 octobre 2006

L'Assemblée générale réunie à Vancouver a adopté une résolution pour appuyer et faire connaître sa résolution appelant à la convocation d'une quatrième session extraordinaire sur le désarmement. Nous avons accepté de piloter la campagne de mobilisation des ONG mondiales. Nous avons rencontré à cette fin des délégations et des membres du Groupe de travail. Nous avons également rencontré à Genève le Président du Conseil des droits de l'homme et la Haut-Commissaire aux droits de l'homme, et avons proposé une grande manifestation à l'occasion du sixième anniversaire de l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

3. Fédération internationale des associations d'étudiants en médecine

(Statut consultatif spécial depuis 2003)

Partie I Introduction

- i) La Fédération internationale des associations d'étudiants en médecine (FIAEM) est une organisation non gouvernementale internationale sans but lucratif qui s'adresse aux jeunes. Sa mission est de familiariser les futurs médecins avec tous les aspects des grands dossiers sanitaires mondiaux. A travers nos programmes et nos propositions, nous contribuons à former des étudiants attentifs aux spécificités culturelles et déterminés à remédier aux inégalités transnationales qui conditionnent l'état de santé des habitants de notre planète.

La Fédération se compose d'associations nationales d'étudiants en médecine. En 2006, elle comptait 102 membres dans 95 pays des cinq continents et représentait un million d'étudiants en médecine dans le monde. Ses activités pédagogiques et ses initiatives concrètes privilégient les questions de santé publique, la santé procréative et l'hygiène sexuelle, l'impact des conflits et de la violence sur la santé et, bien sûr, la formation médicale.

- ii) Vingt-trois associations nationales d'étudiants en médecine supplémentaires ont rejoint le réseau de la FIAEM depuis 2003, d'où une meilleure représentation des étudiants à l'échelle internationale, notamment en Afrique, en Amérique du Sud et en Méditerranée orientale.

Partie II Contribution de la FIAEM aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

- i) **Participation aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires et aux grandes conférences et autres réunions organisées sous l'égide des Nations Unies**

La FIAEM est représentée à diverses réunions de l'ONU depuis 2003, ce qui lui donne l'occasion de présenter ses projets et ses activités.

Dans le cadre du Forum de la jeunesse organisé par l'UNESCO (Paris, 25-29 septembre 2003), la FIAEM a participé à une table ronde sur le VIH/sida et les droits de l'homme et a présenté un schéma commun de formation régionale sur le VIH/sida, établi en coopération avec l'UNESCO et le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA). Elle a représenté les étudiants en médecine et rendu compte de ses activités au sein du Comité de la jeunesse lors de la réunion du Comité de liaison ONU/ONG (Genève, 3 décembre 2003). Lors de la réunion du Conseil exécutif de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) (Genève, 18-24 janvier 2004), elle a fait un exposé sur les services de santé procréative ainsi que sur la sécurité routière et la santé.

La FIAEM a représenté les étudiants en médecine à la cinquante-septième Assemblée mondiale de la santé (Genève, 17-21 mai 2004), et a rendu compte de sa contribution aux travaux de diverses instances de l'OMS telles que le Groupe spécial des ONG pour la promotion de la santé, le Groupe des ressources pour la santé et le Département de la prévention de la violence et des traumatismes. La FIAEM a pris part à la formulation de normes et au lancement du système « Y-PEER » dans la région à l'occasion de la conférence sur les normes de l'éducation par les pairs organisée par le Fonds des Nations Unies pour la population (Moscou, novembre 2004). Elle a présenté le point de vue des étudiants en médecine sur les questions d'ordre sanitaire inscrites au Programme d'action mondial pour la jeunesse dans le cadre des consultations sur l'examen décennal du Programme (Coimbra (Portugal), 31 janvier-3 février 2005). Les représentants de la FIAEM ont activement participé à la quatrième session de la Commission mondiale d'éthique des connaissances scientifiques et des technologies (Bangkok, 23-25 mars 2005), qui s'est conclue par la signature de la Déclaration de Bangkok sur l'éthique des connaissances scientifiques et des technologies.

ii) Coopération avec les programmes, organismes et institutions spécialisées des Nations Unies, sur le terrain et au Siège

Formation régionale FIAEM/UNESCO sur le VIH/sida et les droits de l'homme. Le but de l'exercice était essentiellement d'engager les futurs médecins à agir contre la discrimination et l'ostracisme qui frappent les jeunes touchés par le VIH/sida, au moyen d'ateliers régionaux interdisciplinaires organisés en collaboration avec l'UNESCO, ONUSIDA et la Fédération internationale des étudiants en pharmacie. Des formations ont été dispensées dans les régions suivantes depuis 2003 : Méditerranée orientale (Beyrouth, mai 2003); Afrique francophone (Yaoundé, août 2003); Balkans (Bizovac (Croatie), novembre 2003); Amérique latine (Lima, février 2005). La campagne FIAEM de lutte contre la tuberculose a été lancée en 2003. Elle a pour objectif de mieux faire connaître la maladie et d'amener les étudiants en médecine du monde entier à appliquer une stratégie internationale pour riposter en conséquence. La FIAEM participe à l'initiative Halte à la tuberculose. En coopération avec l'Union internationale contre la tuberculose et les maladies respiratoires et le Bureau régional Méditerranée orientale de l'OMS, elle a interrogé les étudiants de plus de 25 écoles de médecine dans les pays suivants : Croatie, Égypte, Finlande, Indonésie, Koweït, Lettonie, Liban, Népal, Pakistan, Pologne et Royaume-Uni. Elle a ensuite diffusé dans les écoles de médecine du monde entier une liste type des questions à couvrir dans les programmes d'études, établie par le Bureau de l'OMS sur la base de l'enquête.

iii) Initiatives prises par la FIAEM pour appuyer les objectifs convenus sur le plan international, en particulier les objectifs du Millénaire pour le développement

La FIAEM a préparé les sessions lors de la réunion du Groupe de travail chargé des OMD intéressant la jeunesse (Strasbourg, 12-19 décembre 2004).

Elle était représentée au sein du Partenariat Halte à la tuberculose à la cinquante-septième conférence du Département de l'information (DPI) du Secrétariat de l'ONU, intitulée « Objectifs du Millénaire pour le développement : la société civile agit » (8-10 septembre 2004).

De nombreuses activités ont été lancées au titre du projet « Penser global » afin de sensibiliser les étudiants en médecine aux OMD. Le projet a été accepté comme Initiative FIAEM en 2004. Il a pour but de familiariser tous les futurs professionnels de la santé avec les grands déterminants de la santé et de la prestation de soins. Il est soutenu par la British Medical Association, l'OMS et d'autres partenaires. Les assemblées générales de la Fédération ont donné lieu à diverses réunions thématiques, consacrées notamment aux objectifs du Millénaire suivants : santé maternelle et infantile (Antalya, Turquie, 1^{er}-7 mars 2005); les OMD (Hurghada (Égypte), 1^{er}-7 août 2005); élimination de l'extrême pauvreté et de la faim (Pucon (Chili), 1^{er}-7 mars 2006); la santé comme droit de l'homme (Zlatibor (Serbie), 1^{er}-7 août 2006). Lancée en 2005, la série d'ateliers internationaux sur la santé dans le monde et la contribution des étudiants en médecine à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement a permis à 100 étudiants d'agir au service des OMD aux niveaux national et international.

La campagne internationale de lutte contre le paludisme est une initiative FIAEM acceptée en 2005. Elle vise à mieux faire connaître la maladie et à coordonner les efforts déployés par les étudiants en médecine dans le monde pour la faire reculer. Deux ateliers internationaux ont été organisés (Le Caire, 28-30 juillet 2005 et Santiago du Chili, 26-28 février 2006). Ils ont familiarisé les étudiants en médecine avec le paludisme, les moyens de prévention efficaces et les projets locaux à engager pour lutter contre la maladie.

Kolkata Village est un projet FIAEM à long terme accepté en 1996. Son but principal est d'améliorer les conditions de vie des habitants de la région rurale de Kolkata, en Inde, tout en augmentant les connaissances des Occidentaux sur les pays en développement. Le projet a permis un certain nombre de réalisations depuis 2003, avec notamment un cours d'hygiène et de santé primaire lancé en 2003 à l'intention des infirmières locales et la scolarisation de 1 200 enfants au cours des dernières années.

Medical Student International (MSI) est une revue internationale bisannuelle publiée par la FIAEM à l'intention des étudiants en médecine. Depuis 2004, deux numéros (MSI 12, août 2005 et MSI 13, mars 2006) ont été consacrés à l'OMD 1 et à la présentation générale des objectifs pour mieux les faire connaître.

Le Comité permanent de la FIAEM sur la santé procréative et le sida a lancé plusieurs activités en faveur de l'OMD 6. Ces quatre dernières années, des étudiants en médecine ont proposé à leurs condisciples des conférences, ateliers, campagnes de sensibilisation, séances de formation et autres activités à l'occasion de la Journée mondiale de la lutte contre le sida (1^{er} décembre 2003, 2004, 2005 et 2006), et cela dans plus de 30 pays dans le monde.

4. Institut international des sciences administratives

(Statut consultatif spécial depuis 1947)

Partie I

Introduction

L'Institut international des sciences administratives existe dans le but de faire progresser l'étude et la pratique de l'administration publique et de la gestion publique. L'Institut fonctionne à un niveau global et est financé par les États et membres qui proviennent du monde entier, tout en gardant son autonomie vis-à-vis d'eux. L'Institut se veut, grâce à sa relation avec les Nations Unies, être le plus objectif possible en apportant un message et une vision neutres, et en répondant à des besoins réels.

Bien que l'Institut existe depuis plus de 80 ans (depuis 1930), son regard est assurément tourné vers le futur. Comment pratiquer la gouvernance et l'améliorer? De quelle manière les lois administratives sont appliquées et comment les réformer? Par quelles méthodes la gestion des affaires publiques est conduite et comment l'améliorer? Voilà quelques questions qui reflètent à juste titre les activités de l'Institut.

La responsabilité est une valeur primordiale de l'Institut. Les personnes qui exercent l'autorité doivent faire preuve d'un usage irréprochable de leur pouvoir à l'égard des citoyens. L'administration publique est l'activité centrale qui relie les gouvernements au peuple. Nous considérons que l'exécution des tâches, dans ce domaine, doit être bien organisée, de manière efficace et économique. Nous sommes pour une gouvernance moderne et une administration publique saine et affirmons que cette approche gouvernementale doit être réalisée de façon équilibrée tout en respectant la diversité, l'identité et les convictions des citoyens.

Partie II

Contribution aux travaux des programmes, organismes et institutions spécialisées des Nations Unies

L'IISA a mis ses programmes d'activités en synergie avec ceux de l'Organisation des Nations Unies et son action au service de cette dernière s'exerce, d'une part, de manière indirecte et générale et, d'autre part, de manière directe, à travers une coopération de plus en plus étroite avec la Division pour l'économie et l'administration publique (Département des affaires économiques et sociales). De ce fait, l'IISA est devenu pour cette division un partenaire modeste mais efficace et crédible.

Initiatives conjointes

Réunions

1. Panel conjoint IISA/UNDESA, Yaoundé, Cameroun, 17 juillet 2003. Reconstructing governance and Public Administration for Peaceful, sustainable Development. Dans le cadre de la conférence de l'IISA à Yaoundé, 14-18 juillet 2003. Shared governance: combatting poverty and exclusion

2. Initiative conjointe Nations Unies/AIEIA sur le renforcement de l'enseignement en administration publique, Miami, 17 septembre 2003. Dans le cadre de la Conférence annuelle de l'AIEIA à Miami, 14-18 septembre 2003. L'administration publique face aux défis de l'inégalité et de l'exclusion
3. Initiative conjointe Nations Unies/AIEIA sur le renforcement de l'enseignement en administration publique, Séoul, 15 juillet 2004. Dans le cadre de la Conférence annuelle de l'AIEIA à Séoul, 12-16 juillet 2004. Développer le leadership afin de promouvoir la modernisation et la gouvernance partagée
4. Panel conjoint IISA/UNDESA, Séoul, 15 juillet 2004, The world Public Sector Report 2003: E-government at the Crossroads. Dans le cadre de la conférence de l'IISA à Séoul, 14-18 juillet 2004. E-gouvernance : défis et chances pour la démocratie, l'administration et le droit
5. Séoul, 26-27 mai 2005. Atelier de l'IISA sur l'e-gouvernance en collaboration avec l'UNDESA et le Ministère coréen de l'administration publique et des affaires intérieures
6. Initiative conjointe Nations Unies/AIEIA sur le renforcement de l'enseignement en administration publique, Côme, Italie, 14 juillet 2005. Dans le cadre de la Conférence annuelle de l'AIEIA à Côme, 11-15 juillet 2005. Éducation et formation à différents niveaux d'administration : cerner les besoins; assurer la qualité
7. Panel conjoint IISA/UNDESA, Berlin, 22 septembre 2005, Public-Private Partnership for Economic and Social Development. Dans le cadre de la conférence de l'IISA à Berlin, 20-23 septembre 2005. Administration publique et entreprise privée : coopération, concurrence et régulation
8. Beyrouth, 28-29 septembre 2005, présentation de l'IISA : Role of Citizens in Public Service Reform. Conférence sur la bonne gouvernance dans les pays arabes, financée par l'UE, l'OCDE, le PNUD et le Gouvernement libanais
9. Panel conjoint AIEIA/UNDESA sur les standards d'excellence, Varsovie, 6 juillet 2006. Dans le cadre de la Conférence annuelle de l'AIEIA à Varsovie, 5-8 juillet 2006. À la recherche des meilleurs : comment attirer, former et retenir au service public
10. Panel conjoint IISA/UNDESA, Monterrey, Mexique, 19 juillet 2006, Accountability from the Bottom. Dans le cadre de la Conférence de l'IISA à Monterrey, 16-20 juillet 2006. Transparence pour une meilleure gouvernance

Publications

1. *Excellence and Leadership in the Public Sector: The Role of Education and Training*, édité par Allan Rosenbaum et John-Mary Kauzya, Nations Unies et AIEIA, novembre 2006
2. *State Modernization and Decentralization Implications for Education and Training in Public Administration: Selected Central European and Global Perspectives*, édité par Allan Rosenbaum et Ludmila Gojdosová, Nations Unies et IASIA, janvier 2003

Participations de représentants de l'organisation

1. New York, Organisation des Nations Unies, 5-9 avril 2003, deuxième rencontre du Comité des experts en administration publique
2. Thessalonique, Grèce, 22-25 septembre 2003, formation organisée par UNPAN-NY sur l'E-information Management
3. New York, Organisation des Nations Unies, 30 mars-2 avril 2004, réunion du Comité des experts en administration publique
4. New York, Organisation des Nations Unies, 4-5 avril 2005, réunion du Comité des experts en administration publique
5. New York, Organisation des Nations Unies, 26-28 mars 2006, réunion du Comité des experts en administration publique

5. Fondation Sommet mondial des femmes

(Statut consultatif spécial depuis 1995)

Partie I

Introduction

- i) La Fondation Sommet mondial des femmes (WWSF), établie le 8 mars 1991 en réponse à l'appel à la mobilisation immédiate lancé au Sommet mondial pour les enfants, entend mobiliser la société civile et les ONG nationales et internationales au service de la réalisation des droits des femmes et des enfants et du Programme des Nations Unies pour le développement. Elle se compose d'une section Femmes et d'une section Enfants comptant chacune quatre programmes.
- ii) Le réseau de la Fondation (plus de 12 000 contacts) et sa coalition internationale d'ONG pour la prévention des abus envers les enfants (plus de 700 organisations partenaires dans 119 pays) grandissent chaque jour, tout comme leur budget. Le bureau de Genève emploie trois personnes et plusieurs consultants, bénévoles et stagiaires, ainsi qu'une coordonnatrice en Autriche, pour les pays germanophones.

Chaque 15 octobre – Journée mondiale de la femme rurale. À cette occasion, la Fondation décerne un prix à des femmes ayant innové en milieu rural, tient une conférence de presse et organise des manifestations.

Chaque 19 novembre – Journée mondiale de la prévention des abus envers les enfants. La Fondation organise à cette occasion :

- 1) Une conférence sur le thème « Mieux prévenir la maltraitance des enfants – examen annuel »;
- 2) Une cérémonie de remise de prix à quatre organisations lauréates ayant pris des initiatives de prévention innovantes;
- 3) Des ateliers, des annonces de service public et des conférences.

Autres domaines d'activité

a) La Présidente de la Fondation, M^{me} Wu Qing, a accueilli à Beijing le 15 décembre 2004 un atelier réunissant 25 des lauréates chinoises du prix WWSF pour la créativité des femmes en milieu rural, en vue de la publication d'un livre sur ce qu'il convient de faire pour aider les femmes rurales à nourrir la Chine.

b) La Fondation a lancé en mars 2005 un bulletin trimestriel électronique sur Internet (www.wwsf.ch), qui vient s'ajouter à ses bulletins mondiaux annuels sur support papier intitulés : *Empowering women and children*.

c) En décembre 2006, la Fondation a intégré à sa section Femmes le projet de microcrédit appelé « Moutons Mali », lancé en partenariat avec l'ONG malienne Prométhée, qui permet de « faire des cadeaux autrement » pour favoriser l'émancipation économique des femmes rurales.

d) Le 19 novembre 2004, la Fondation a créé dans sa section Enfants le prix des activités novatrices de prévention (5 000 dollars par an) qui récompense chaque année quatre partenaires de la coalition.

e) Le 19 novembre 2004, la Fondation a confié à sa section Enfants la distribution de l'autocollant de la campagne « Oui à la prévention des abus envers les enfants ».

f) Le 19 novembre 2004, la Fondation a mis en place dans sa section Enfants une instance appelée « Clearinghouse internationale pour la prévention des abus et de la violence envers les enfants » renvoyant à des sites Internet sur les bonnes pratiques en matière de programmes de prévention de la maltraitance des enfants, et la section publie son propre bulletin mondial et d'autres documents.

Partie II

Contribution aux travaux des programmes, organismes et institutions spécialisées des Nations Unies

Des membres du conseil d'administration de la Fondation ont participé aux conférences et réunions suivantes :

1) **Commission de la condition de la femme** (New York, 28 février-11 mars 2005). En 2003, 2004 et 2005, des membres du Conseil d'administration ont participé aux réunions de la Commission, ont contribué à la rédaction des déclarations, ont signé les déclarations communes et ont organisé des manifestations connexes et des ateliers.

2) **Commission des droits de l'homme** (Genève, 17 mars-25 avril 2003, 15 mars-23 avril, 14 mars-22 avril 2005). Des membres du conseil d'administration et du personnel ont assisté aux cinquante-neuvième, soixantième et soixante et unième sessions de la Commission des droits de l'homme à Genève, ont contribué à la rédaction des déclarations, ont signé les déclarations communes et ont participé à des manifestations connexes.

3) **Conseil des droits de l'homme** (Genève, 18 septembre-6 octobre 2006). En 2006, des membres du conseil d'administration et du personnel de la Fondation ont assisté aux sessions du Conseil des droits de l'homme, sont intervenus auprès des représentants des pays en faveur de l'inclusion de la question des droits des femmes et des enfants dans l'ordre du jour du nouveau Conseil, ont signé des déclarations communes et ont participé à des manifestations connexes.

En tant que membre actif du Comité des ONG sur le statut de la femme à Genève (Comité placé sous les auspices de la CONGO [conférence des ONG ayant des relations consultatives avec les Nations Unies]), la Fondation a régulièrement participé aux travaux des nombreux groupes de travail de la Commission de la condition de la femme/organisations non gouvernementales chargés des questions liées à l'amélioration de la condition des femmes et à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement [droits de l'homme, nutrition, paix, violence à l'égard des femmes et des filles, Commission économique pour l'Europe et emploi; Women for the World (coorganisatrice des réunions de ce groupe)], ainsi qu'aux travaux de nombreux groupes de travail établis par le Groupe des ONG pour la Convention relative aux droits de l'enfant (sur l'exploitation sexuelle des enfants, la violence à l'égard des enfants) et le Groupe de travail sur les droits de l'homme.

4) **Présentation à Genève de l'étude des Nations Unies sur la violence à l'égard des enfants**. La Directrice exécutive de la Fondation et des membres du

personnel ont assisté à la présentation de l'étude, le 20 novembre 2006; Paulo Pinheiro a salué dans son allocution la campagne WWSF et la célébration de la Journée mondiale de la prévention des abus envers les enfants (19 novembre).

Activités particulières de la Fondation au service de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD)

Objectif 1

Éliminer l'extrême pauvreté

La Fondation a quatre programmes annuels pour l'émancipation des femmes; tous visent à repérer et récompenser des acteurs sociaux locaux qui s'emploient activement par leurs initiatives à améliorer la qualité de vie dans les communautés rurales et à soutenir les activités des femmes rurales.

1. Prix pour la créativité des femmes en milieu rural (317 lauréates à la fin 2006)

15 octobre 2003 : la Fondation récompense 33 femmes (montant du prix : 500 dollars par lauréate) qui ont su lutter avec créativité et courage contre la pauvreté, l'analphabétisme, la maladie, les inégalités et la marginalisation. Le parcours et les activités des lauréates sont présentés sur le site Web la Fondation (<http://www.woman.ch/women/1-laureates03.php>)

2004 : suspension du programme de prix pendant un an, pour cause de déménagement de la Fondation

15 octobre 2005 : remise du prix à 20 lauréates. La Directrice exécutive de la Fondation est invitée au Togo pour remettre en personne le prix à M^{me} Agnélé Christine Mensah, devenue entre-temps Ministre des questions de population, des affaires sociales et de la promotion de la femme

15 octobre 2006 : remise du prix à 14 lauréates. En 2006, le prix décerné aux organisations de femmes africaines a été porté à 3 000 dollars par organisation lauréate; il reste à 500 dollars pour les lauréates individuelles

Septembre 2006 : la Fondation inaugure à Genève son exposition itinérante sur les réalisations des 317 femmes rurales lauréates et leur contribution au développement

2. Journée mondiale de la femme rurale – 15 octobre – campagne annuelle mondiale de sensibilisation, d'information et d'action

Depuis 1997, la Fondation célèbre cette journée mondiale en publiant une lettre ouverte aux femmes rurales du monde entier. Elle choisit à chaque fois un thème qui permet aux femmes de connaître et de revendiquer leurs droits fondamentaux.

Thème 2003 : Revendiquez votre droit aux technologies de l'information et de la communication

Thème 2004 : Revendiquez votre droit à la prise de décisions

Thème 2005 : Interpellez vos dirigeants : exigez que les promesses soient tenues!

Thème 2006 : Revendiquez votre droit à un logement convenable

3. Journée mondiale des cercles de compassion – 2 novembre – un événement important pour les cercles communautaires et les ateliers de formation annuels

Depuis 2003, la Fondation célèbre la Journée mondiale en appelant à la mobilisation, en distribuant des affiches, en publiant une lettre ouverte aux membres des cercles et en appelant les femmes à s'inscrire aux ateliers de formation. Les cercles de compassion aident chaque membre à s'exprimer, à affronter ses difficultés avec courage et à cultiver la solidarité. Beaucoup d'adhérents des cercles soutiennent le projet de microcrédit Moutons Mali, qui va dans le sens de la réalisation de l'OMD 1 (réduire la pauvreté et la faim).

4. Projet de microcrédit Moutons Mali : contribuer à la réalisation des OMD

Depuis 2006, la Fondation promeut le projet Moutons Mali à travers sa campagne intitulée « Vos cadeaux autrement ». Ses membres et ses partenaires ont à ce jour offert plus de 300 moutons par l'intermédiaire de Prométhée, ONG malienne partenaire de la Fondation, à qui les fonds recueillis au titre du projet sont intégralement versés.

Objectif 2

Assurer l'éducation primaire pour tous

La Fondation poursuit son action pour former une coalition mondiale des organisations de défense des droits de l'enfant participant aux manifestations de la Journée mondiale de la prévention des abus envers les enfants, célébrée le 19 novembre de chaque année depuis 2000. Sa définition des abus inclut les sévices physiques, affectifs et sexuels, le défaut de soins et l'exploitation (travail des enfants, prostitution d'enfants, traite et toutes les autres formes de maltraitance, dont l'interdiction faite aux enfants d'aller à l'école) ainsi que la violence à l'égard des enfants.

Objectif 3

Émancipation des femmes. Tous les programmes de la section Femmes de la Fondation visent à promouvoir l'émancipation des femmes rurales

- i) *Participation aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires et aux grandes conférences et autres réunions organisées sous l'égide des Nations Unies*

Information sur les réunions antérieures du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires

Les 29 et 30 juin 2006, la Fondation a participé activement au Forum de la société civile dans le cadre du débat de haut niveau du Conseil économique et social sur la question du travail et de l'emploi convenable. Une table ronde sur le thème « L'éthique économique : le revenu minimum universel, une solution suffisante? » a été organisée par le Comité des ONG sur la spiritualité, les valeurs et les questions universelles, avec la participation de la Directrice exécutive de la Fondation en qualité de coorganisatrice (voir rapport du Forum 2006 de la société civile organisé dans le cadre du débat de haut niveau du Conseil économique et social).

ii) *Activités à l'appui des principes universels*

Pendant la période considérée, la Fondation a célébré plusieurs Journées mondiales instaurées par les Nations Unies et d'autres partenaires, notamment la Journée internationale de la femme (8 mars); la Journée mondiale de la femme rurale (15 octobre); la Journée mondiale de l'alimentation (16 octobre); la Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté (17 octobre); la Journée mondiale de la prévention des abus envers les enfants (19 novembre); la Journée mondiale de la paix (21 septembre); la Journée des droits de l'homme (10 décembre).

La Fondation a collaboré avec plusieurs rapporteurs spéciaux.

La Fondation a reçu des contributions financières du Programme alimentaire mondial, du Fonds international pour le développement agricole, de la Banque mondiale, du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (voir la liste complète des sponsors sur le site Web de la Fondation).
